



Paris Normandie, le 24 février 2012

Chers amis, chers camarades,

C'est à l'ensemble des salariés de la presse et de l'information, et bien au-delà à tous les citoyens attachés à la liberté, que, de façon bien involontaire, Philippe Hersant a donné rendez-vous aujourd'hui.

L'heure est grave, beaucoup l'ont compris, en témoignent les délégations venues de tous les horizons. La disparition de *France Soir* et de *La Tribune*, entérinée par un vulgaire tribunal de commerce sans compétence en la matière, a laissé un goût amer que personne ne veut connaître de nouveau.

Le groupe Hersant Média se situe entre un passé peu glorieux et un avenir incertain.

L'ancien, ce sont les restes de l'empire de feu Robert Hersant, un héritage auquel Philippe Hersant préfère son nouveau et juteux groupe en Suisse. Pourquoi devrions-nous payer la facture d'un héritage qui divise cette famille ? Pourquoi devrions-nous faire les frais d'un abandon, qui s'organise dans les salons de Bercy ?

Le nouveau, c'est que les périmètres des groupes actuels ne seront pas stabilisés avant longtemps. C'est en effet une conséquence de la stratégie de Sarkozy. Son gouvernement intervient en ligne directe pour que surgissent, au travers de transactions tous azimuts, un ou deux champions nationaux, au détriment de titres existants, de l'information indépendante et des emplois.

Telle a été la décision du président, après les états généraux de la presse, centrés sur la seule question du coût du travail pour mieux masquer l'opération d'hégémonie sur l'information multi média. Pour le pouvoir devait s'ouvrir une situation où le personnel, attaché au titre pour lequel il travaillait, devait bon gré mal gré, entrer dans une période d'incertitude, d'anonymat et de *no future*.

Voilà pourquoi, dans cette orientation où l'Etat Sarkozy s'érige en stratège de l'information, les grands groupes industriels et les banques interviennent non seulement comme bailleurs de fonds mais comme opérateurs directs de la vaste restructuration en cours.

Il s'agit moins de modèle économique que de contrôle et de régression démocratique. Le but ? Construire une machine médiatique à fabriquer du consentement passif à l'ère numérique. Nous refusons le contresens consistant à réduire les événements qui se déroulent dans l'information comme la résultante d'une cause unique, les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Derrière l'abandon de GHM surgit moins l'atelier numérique baptisé newsroom en cours d'installation à la Voix du Nord que son nouvel actionnaire opérationnel, le Crédit Agricole.

Et dans la période, la campagne électorale remplit à son insu plusieurs fonctions :

- Celle d'une loupe grossissante, mettant en évidence l'omniprésence de la finance et de l'industrie : le Crédit Mutuel contrôle tous les titres de la façade Est de la France, Ouest France, non loin de cette même banque, est en situation de monopole dans 11 départements, Bouygues, patron de TF1, et Bolloré se répartissent les quotidiens gratuits d'information générale, et c'est encore un pool bancaire qui dicte sa loi aux Journaux du Midi. Dassault, le fournisseur des avions de guerre de l'Etat, offre son groupe Le Figaro à Sarkozy comme média multi supports engagé intégralement derrière sa candidature.
- L'autre rôle de cette campagne électorale, c'est pour Philippe Hersant l'opportunité de lancer son dépôt de bilan comme un pavé dans la mare. Il voudrait faire danser le gouvernement actuel, soucieux de finir la mandature sans nouvelle charrette sociale.

Leurs manœuvres subalternes ne nous détourneront pas des vrais problèmes.

Si les dégâts du marché s'accumulent comme si la presse était la Grèce, c'est que le bilan des patrons de presse et de leur gouvernement est désastreux.

- Les aides à la presse sont ordonnées à la façon du FMI, sous la férule du ministère de l'information, pour être attribuées à qui opère des coupes sombres dans les effectifs et investit de façon outrageusement privilégiée dans le numérique.
- La distribution de la presse et des magazines est balkanisée, la guerre fait rage entre les postulants à la reprise de feu les NMPP, une fois brisée la loi Bichet à vocation égalitaire et coopérative. Combien de titres n'y résisteront pas ?

Puisque les mécanismes de régulation qui mettaient la presse et l'information à l'abri des forces de l'argent sont en voie de destruction, alors les forces de l'argent prennent leur revanche.

On le voit bien, si l'alternance au pouvoir actuel est souhaitable dans deux mois lors de l'élection du président de la République, elle ne sera qu'un commencement.

L'alternance est nécessaire, elle lèvera un obstacle, mais elle n'est pas suffisante à elle seule. En l'occurrence, sur une question fondamentale comme celle de la liberté d'information, une véritable politique alternative à celle issue des états généraux de presse est indispensable. La Filpac CGT en a adopté l'orientation lors de son congrès.

Quelle alternative ?

La Filpac CGT considère qu'une autre orientation pour l'information est possible, fondée sur l'indépendance et le pluralisme de la presse sur ses différents supports. Nous refusons l'attitude que les patrons espèrent des salariés, à savoir qu'ils s'en tiennent à être spectateurs du sort qui leur est réservé dans le secret des transactions opaques. Nous voulons combattre collectivement le climat de peur et d'incertitude que les directions patronales répandent, dans le but de pousser vers la sortie des salariés qui ne verraient leur salut que dans une rupture réputée amiable, arrosée d'hypothétiques primes dites supra-légales.

Qu'on ne compte pas sur nous pour accompagner les dégâts sociaux de la fin présumée du papier. Nous avons pris le parti de l'avenir.

Nous proposons 3 axes immédiats d'action :

1. Construire par la loi une alternative pour l'information, à l'horizon des législatives de juin.

Nous voulons contribuer, avec celles et ceux qui le veulent, à la rédaction et l'adoption d'une loi fondamentale sur l'information, qui comporte des garanties légales à toutes formes de presse contre les ingérences, empiètements et prises de contrôle du grand capital.

Il s'agit de redonner vie à des références fondamentales pour nous, l'indépendance de l'information et des sociétés qui y travaillent à l'égard des pouvoirs politiques, financiers industriels, tant pour le numérique que pour le papier.

Il s'agit de rendre à l'attribution des aides leur véritable dimension

- privilégier et stimuler la création éditoriale et ses moyens industriels nécessaires
- développer le lectorat, et non subventionner les opérations capitalistiques réservées aux grands groupes financiers et industriels.

Il s'agit en somme de sauver le pluralisme, pas plus garantie sur le numérique ou sur le papier par un marché hors de portée de la loi.

Dans cette démarche dont l'horizon se situe aux législatives du printemps prochain, la Filpac CGT propose de manière indissociable l'adoption d'un statut du travailleur salarié de l'information, qui mette l'emploi de toutes et tous à l'abri des pulsions du marché.

2. Adopter, entre salariés, un pacte de solidarité active, à commencer par celles et ceux du groupe GHM, mais étendu à tous les salariés de l'information.

- Pas un emploi ne doit rester sur le carreau avant, pendant et après la transaction en cours.

- **Si un titre, en tout ou partie, devait être touché, alors tous les syndicats réagiraient avec le même objectif : défendre tous ensemble l'emploi et l'information.**
- **La presse d'information générale, sur support papier ou numérique, est un acquis démocratique trop sérieux pour le laisser filer au déballage du marché.**
- **L'action solidaire et collective est le seul moyen d'éviter que la peur s'installe et soit utilisée contre les emplois et les sociétés d'information.**

A quoi nous engage ce pacte aujourd'hui ?

A agir immédiatement, par tous moyens propres à l'action collective et unitaire, contre toute remise en cause d'un titre, d'une société et de ses emplois. Il s'agit bien de rompre l'isolement, d'empêcher les directions de traiter les quotidiens l'un après l'autre, de vendre par appartement les sociétés GHM alors qu'existe un plan global, de fragmenter les opérations de façon à perdre tout le monde dans un dédale d'actions commerciales toujours plus obscures, de se rendre maître de l'agenda des destructions.

Hersant veut-il utiliser la période électorale à des fins patronales ? Opposons-lui un front uni de tous les salariés de GHM, et plus généralement, de la presse.

Oui, nous voulons la transparence et l'unité de tous avec tous contre les manœuvres dilatoires de division.

3. Imposer une négociation globale !

La Filpac CGT n'accepte pas cette puérile et anxiogène partie de cache-cache à laquelle se livrent les opérateurs, qu'ils soient suisses, belges ou français.

Les titres de presse sont un bien trop précieux pour être laissés entre les mains des banquiers. La presse n'est pas une obscure petite boutique, passible d'un tribunal de commerçants pour les commerçants.

Il nous faut battre Sarkozy et son culte du passage en force. Les salariés doivent avoir droit au chapitre, ce sont eux qui ont construit et mener à bien l'existence des quotidiens actuels.

Par nos actions, imposons ensemble aux pouvoirs publics, à Hersant et Rossel-Voix du Nord une négociation globale, qui doit se tenir sans délai, dans laquelle les salariés seront représentés par leurs organisations syndicales. Voilà l'antidote à la peur, à la résignation, aux manipulations.

Vous le voyez bien, chers amis et chers camarades, cette réunion n'est pas ni un enterrement solennel ni une messe de requiem pour la presse. C'est le départ d'une action collective sous différentes formes, qui repose sur l'unité et la solidarité. Avec une détermination plus forte que celle qui motive les liquidateurs.

La Filpac CGT, c'est le parti pris de l'avenir. Ensemble, tout est possible !

Marc Peyrade

Secrétaire général de la Filpac CGT